

DIFFUSION RESTREINTE

TD_KIGALI_1994_00034.txt

Wed May 20 21:17:56 2020

1

A700000016132D14600226147\000=3-DS

-4QIF

-2DE SGE CMF CMA 3DAM CMB CM5 PR3 PR4 3CE 2MDH 2DJ 2DIP

- DIFF

TD_KIGALI 34

LE 13 JANVIER 1994

KGLI LE 13/01/94 A 16H14

URGENT

CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE

ORIGINE : MISSION DE COOPERATION

REDACTEUR : MICHEL GUINGNET

NB : DISTRIBUTION SERVICES

AD MINCOOP PARIS 11

AD DIPLOMATIE 34

CQ TRESOR PARIS 3

CQ MINECO PARIS 2

CQ DREE 2

CQ WASHINGTON 5

NB : DE - DAM - CM5 - CMB - PR4 - PR5

NB : MINCOOP POUR : FEC - DEV - DAG

NB : MINECO : SERVIR CFD

NB : WASHINGTON : POUR NOTRE ADMINISTRATEUR AU FONDS ET A LA BANQUE

TXT

=== REPETITION A LA DEMANDE DE CXI/XX/CTD ===

OBJET : COMPTE-RENDU DE L'ENTRETIEN AVEC LE REPRESENTANT DE
LA BANQUE MONDIALE - 1/2 -

RESUME : DE RETOUR DE WASHINGTON, LE REPRESENTANT RESIDENT DE
LA BANQUE MONDIALE, M. JULIO GAMBA, S'EST ENTRETENU AVEC LE CHEF DE
LA MISSION DE COOPERATION. APRES LUI AVOIR RETRACE LES GRANDES
LIGNES DES DISCUSSIONS LORS DE LA REUNION DU 9 AU 21 DECEMBRE ENTRE
LES REPRESENTANTS DU F.P.R. ET DE L'ACTUEL GOUVERNEMENT SUR LE PROJET
DE DOCUMENT CADRE DE POLITIQUE ECONOMIQUE, IL A FAIT CONNAITRE LES
INTENTIONS DE LA BANQUE MONDIALE ET LE NOUVEAU CALENDRIER D'INTER-
VENTIONS. IL A SOULIGNE LES DIFFICULTES NON ENCORE APLANIES SUR
TROIS SUJETS : REFUGIES, PERSONNELS DEMOBILISABLES ET STRATEGIE DE
DEVELOPPEMENT RURAL.

--0--

LORS DE LA REUNION DE WASHINGTON EN DECEMBRE DERNIER (6 AU
21) AU SIEGE DE LA BANQUE MONDIALE, LA DELEGATION RWANDAISE,
COMPRENANT DES REPRESENTANTS DU FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS ET DES
MEMBRES DE L'ACTUEL GOUVERNEMENT, A ARRETE UN PROJET DE DOCUMENT
CADRE DE POLITIQUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A MOYEN TERME 1994-1996.

CE DOCUMENT CADRE DEVRAIT POUVOIR ETRE NEGOCIE DANS LES
PROCHAINS JOURS AVEC UNE MISSION CONJOINTE DE LA BANQUE MONDIALE ET
DU F.M.I. DES QUE LE GOUVERNEMENT DE TRANSITION A BASE ELARGIE AURA
ETE MIS EN PLACE ET QUE CE DERNIER AURA ADOPTE UN CERTAIN NOMBRE DE
MESURES URGENTES PROUVANT SA DETERMINATION A REACTIVER LE PROGRAMME
D'AJUSTEMENT STRUCTUREL. EN PRINCIPE, SELON LE CALENDRIER ARRETE EN
DECEMBRE DERNIER, CETTE MISSION DEVRAIT ETRE A KIGALI A COMPTER DU 18
JANVIER, IL EST PROBABLE, COMPTE-TENU DU RETARD APORTE DANS LA MISE
EN PLACE DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION DE MONSIEUR FAUSTIN
TWAGIRAMUNGU, QUE CETTE MISSION, A LAQUELLE SERONT ASSOCIES LES
REPRESENTANTS DES PRINCIPAUX BAILLEURS DE FONDS PRESENTS A KIGALI, NE
POURRA SE FAIRE QU'EN FIN DE MOIS.

LE REPRESENTANT DE LA BANQUE A INSISTE AUPRES DU CHEF DE
L'ETAT QU'IL AVAIT RENCONTRE CE MATIN MEME, SUR LA NECESSITE DE
RESPECTER UN CALENDRIER RIGOREUX SI LE GOUVERNEMENT A BASE ELARGIE
SOUSHAITE BENEFICIER DE LA FACILITE D'AJUSTEMENT STRUCTUREL DU F.M.I.
AVANT LE 1ER AVRIL 1994 ET DE LA DEUXIEME TRANCHE DU CREDIT
D'AJUSTEMENT DE LA BANQUE MONDIALE (35 MILLIONS DE DOLLARS).

POUR CE FAIRE, OUTRE LE PREALABLE DE LA MISE EN PLACE DU
GOUVERNEMENT, LA BANQUE MONDIALE INSISTE SUR LA NECESSITE DE
L'ADOPTION PAR LA NOUVELLE ASSEMBLEE, AVANT LA FIN FEVRIER, D'UNE

DIFFUSION RESTREINTE

301

DIFFUSION RESTREINTE

TD_KIGALI_1994_00034.txt

Wed May 20 21:17:56 2020

2

LEGISLATION APPROPRIÉE SUR LA REFORME DES TARIFS DOUANIERS, LA LOI CADRE SUR LES ENTREPRISES PUBLIQUES, LES STATUTS DE LA BANQUE NATIONALE, LA LOI BANCAIRE ET LE CODE DES IMPOTS, ET BIEN SUR L'ADOPTION DU BUDGET 1994.

A CE SUJET, LES DERNIERES ESTIMATIONS DE LA BANQUE MONDIALE FONT ETAT D'UN GAP FINANCIER SUR LE PROCHAIN BUDGET D'UN MONTANT EQUIVALENT AU DERNIER BUDGET SOIT 46 MILLIARDS DE FRANCS RWANDAIS (FRW) MONTANT SUPERIEUR A CELUI INDIQUE DANS MON TD 423 DU 31/12/93.

DANS L'IMMEDIAT, LE GOUVERNEMENT A BASE ELARGIE AURAIT A PRENDRE DES MESURES CONCERNANT UN AJUSTEMENT DU TAUX DE CHANGE, LA SUPPRESSION DE LA PRIME DE FRONT ET LE REMPLACEMENT DE LA DISTRIBUTION DE VIVRES AUX MILITAIRES ET A LEUR FAMILLE PAR UNE PRIME COMPENSATOIRE, LA MISE EN PLACE D'UNE PROCEDURE DE CONTROLE DES DEPENSES PUBLIQUES, LE RENFORCEMENT DU MINISTERE DES FINANCES ET L'IDENTIFICATION D'UN ENSEMBLE DE RECETTES FISCALES SUPPLEMENTAIRES DESTINEES A PRODUIRE L'EQUIVALENT DE 1% DU PIB EN 1994. LA BANQUE RECONNAIT QUE SI UNE PARTIE DES CONDITIONS CI-DESSUS ENONCEES ETAIT REMPLIE, ELLE ACCEPTERAIT LA MISE EN PLACE DE LA SECONDE TRANCHE DU P.A.S., APRES AVOIR FAIT L'AUDIT DE L'UTILISATION DE LA PREMIERE TRANCHE.

AUJOURD'HUI LA QUESTION POSEE, COMPTE-TENU DES EXIGENCES DANS LE DOMAINE LEGISLATIF EST DANS QUELS DELAIS DES DECRETS-LOIS QUI POURRAIENT ETRE PRIS EN CONSEIL DES MINISTRES POURRONT ETRE CONFIRMES PAR UNE ASSEMBLEE NATIONALE DONT LE RETARD DANS LA CONSTITUTION ACCENTUE ENCORE LES DIFFICULTES EXISTANTES.

EN CE QUI CONCERNE LA DEVALUATION DU FRANC RWANDAIS, LE REPRESENTANT DE LA BANQUE MONDIALE ANNONCE QU'IL FAUDRA A PRESENT ENVISAGER UNE DEVALUATION D'AU MOINS 30% MAIS CE TAUX N'A PAS ENCORE ETE ARRETE ENTRE LA BANQUE MONDIALE ET LE F.M.I. PAR AILLEURS, LA BANQUE MONDIALE ATTEND POUR LE 15 JANVIER DES SERVICES DU MINISTERE DU PLAN UNE REVISION DU P.I.P. POUR IDENTIFIER LES PROJETS DONT LA PRIORITE A CHANGE DEPUIS LES ACCORDS D'ARUSHA, EN PARTICULIER EN CE QUI CONCERNE LES REFUGIES, LES DEMOBILISES ET LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT RURAL (CF TD CITE DU 31/12/93).

LES OBJECTIFS GOUVERNEMENTAUX POUR PROMOUVOIR LA RECONCILIATION NATIONALE REPOSENT EN PARTIE SUR DES PROGRAMMES PERMETTANT D'ASSURER EFFICACEMENT LA DEMOBILISATION DE 36.000 MEMBRES DES FORCES ARMEES (A ARUSHA ON EVALUAIT A 15.000 LE NOMBRE DES DEMOBILISABLES), LA REINSTALLATION DE 350.000 DEPLACES VIVANT TOUJOURS DANS DES CAMPS ET L'ACCUEIL DES REFUGIES. POUR CES DERNIERS, LE F.P.R. ESTIMAIT A DEUX MILLIONS L'EFFECTIF DES RWANDAIS SUSCEPTIBLES DE RENTRER D'EXIL, LA BANQUE MONDIALE JUGE CE NOMBRE EXCESSIF ET ESTIME A 300.000 LES REFUGIES DESIREUX DE RENTRER AU RWANDA. OR, A PRESENT, NON SEULEMENT LE F.P.R. EXIGE UNE LIGNE BUDGETAIRE DE 4 MILLIARDS DE FRW POUR LA REINSTALLATION DES REFUGIES MAIS AURAIT FAIT SAVOIR AU REPRESENTANT DE LA BANQUE MONDIALE QU'IL DISTRIBUERAIT LUI-MEME LES TERRES DE LA ZONE CONQUISE EN 1990, CE QUI AURAIT POUR CONSEQUENCE LE MAINTIEN DANS LES CAMPS D'UNE GRANDE PARTIE DES 350.000 PERSONNES TOUJOURS SUJETS DE L'AIDE HUMANITAIRE, DONT LE COUT ESTIME PAR LE P.N.U.D. POUR L'EXERCICE 1994 EST DE 9 MILLIARDS DE FRW (63 MILLIONS DE DOLLARS US).

EN OUTRE, LA BANQUE MONDIALE ENVISAGE D'ENVOYER TRES RAPIDEMENT AU RWANDA UNE MISSION D'EVALUATION DES BESOINS DES DEMOBILISES. EN EFFET, ELLE JUGE INSUFFISANTE L'ETUDE REALISEE PAR LE P.N.U.D. SUR LA BASE DE 17.000 HOMMES ET SOUHAITE A PARTIR DE CETTE PREMIERE ETUDE DU P.N.U.D. EFFECTUER UNE NOUVELLE ANALYSE ET FAIRE DE NOUVELLES PROPOSITIONS SUR LE PROGRAMME DE LA REINSERTION DE 36.000 HOMMES ET SES IMPLICATIONS FINANCIERES. LE P.N.U.D. AVAIT ESTIME A 7 MILLIARDS DE FRW LA REINSERTION DES 17.000 HOMMES (48 MILLIONS DE DOLLARS). (A SUIVRE) ./.

BUNEL

DIFFUSION RESTREINTE

DIFFUSION RESTREINTE

DIFFUSION RESTREINTE

300